

Bonjour,

Je fais suite à votre courriel du 24 mai 2017 interpellant les candidats aux législatives sur la répression des conducteurs.

Les gouvernements de droite et de gauche qui se sont succédé à la tête de notre pays ont une vision dogmatique et parfois comptable de la Sécurité routière et ont engagé une chasse à l'automobiliste pour remplir les caisses de l'État. L'enjeu est pourtant bien de réduire le nombre d'accidents et de tués sur les routes françaises. Il faut donc poser un moratoire sur l'installation de tout nouveau radar et mener un audit sur les radars existants afin de s'assurer qu'ils font réellement baisser la mortalité et les accidents sur les routes. Les radars qui n'ont aucun impact sur la sécurité seront démontés et déplacés vers les zones accidentogènes.

Je suis vivement opposée à la privatisation de la Sécurité routière et je considère qu'il revient à l'État d'assurer sa mission régalienne de sécurité. C'est la raison pour laquelle je refuse la privatisation des voitures-radars. Ces mesures, on le sait, visent uniquement à augmenter le nombre de PV dressés et donc à remplir les caisses de l'État. Je veux qu'on en finisse avec cette logique et que l'on défende une vraie stratégie pour la Sécurité routière, qui allie de justes sanctions et la prévention.

Le lien entre limitations de vitesse et nombre d'accidents sur une route n'est pas forcément évident. Chez nos voisins allemands, il n'y a même sur certains tronçons aucune limitation de vitesse et le nombre d'accidents y est pourtant moins important. Il n'est pas question bien sûr de supprimer toutes les limitations de vitesse mais je pense que le projet d'abaissement de la vitesse à 80km/h sur les routes nationales et départementales doit être arrêté et la vitesse doit rester limitée à 90 km/h. Il convient également de mener une réflexion sur les zones de vitesse qui changent souvent en France : zones à 30, à 50, 70, 80, à 90... Ces changements sont sources de confusion et donc d'accidents pour les conducteurs.

La politique menée n'est pas seulement répressive, elle a aussi une logique purement budgétaire et court-termiste. Il faut une vision de long terme, utile et efficace. Il faut remettre la prévention et les actions de sensibilisation au cœur de la Sécurité routière, et ce dès le plus jeune âge. Les sanctions ne doivent pas être généralisées, elles doivent être justes et viser leur cible. Il faut être plus cohérent dans notre approche de la Sécurité routière et développer la mise en réseau de tous les acteurs : État, collectivités, associations, etc. Les Français comprennent l'importance de fixer des limites, de développer les comportements vertueux pour réduire les accidents et le nombre de morts sur les routes. Ils ne comprennent pas en revanche cette chasse à l'automobiliste.

La politique menée n'est pas seulement répressive, elle a aussi une logique purement budgétaire et court-termiste. Il faut une vision de long terme, utile et efficace. Il faut remettre la prévention et les actions de sensibilisation au cœur de la Sécurité routière, et ce dès le plus jeune âge. Les sanctions ne doivent pas être généralisées, elles doivent être justes et viser leur cible. Il faut être plus cohérent

dans notre approche de la Sécurité routière et développer la mise en réseau de tous les acteurs : État, collectivités, associations, etc. Les Français comprennent l'importance de fixer des limites, de développer les comportements vertueux pour réduire les accidents et le nombre de morts sur les routes. Ils ne comprennent pas en revanche cette chasse à l'automobiliste.

Elu député le 18 juin prochain, j'entends défendre les conducteurs et tous les automobilistes français victimes depuis trop longtemps du tout repressif et d'une logique budgétaire dangereuse.

Je me tiens à votre disposition.

Bien à vous

Maurice Monnier

Candidat Front National

2ème circonscription de Haute-Saône